

Entretien avec Laurent Fabius

(France Inter, lundi 4 octobre 2010)

réalisé par Patrick Cohen

"TF1 est une télé de droite, une chaîne à tradition délinquante qui fait beaucoup de dégâts dans la société française", ce sont les mots d'A. Montebourg. Il les a répétés hier. A-t-il raison de mener ce combat-là ?

La question : "est-ce que TF1 est de droite ?". J'observe que peu de gens se posent la question "est-ce que TF1 est de gauche ?". Mais, moi, sans personnaliser, je dirais que le vrai problème c'est de savoir si un grand média peut être possédé par un groupe qui en même temps vit de commandes publiques, que ce soit dans l'armement ou dans les commandes de travaux publics. C'est ça la vraie question.

Et là-dessus, le PS voudrait changer la loi ?

Le PS a une position constante consistant à dire qu'il faut des grands groupes de presse, ça veut dire qu'il faut les encourager parce qu'il ne s'agit pas de limiter d'un côté sans donner des encouragements de l'autre. Donc, il faudrait des grands groupes de presse, comme ça existe d'ailleurs à l'étranger, et il faut éviter qu'il y ait confusion des intérêts, dans l'intérêt même de la liberté des journalistes et de la liberté des auditeurs.

La charge d'A. Montebourg va au-delà de la supposée couleur politique de TF1. Il parle de "déferlement de violence dans tous les programmes qui - je le disais - fait des dégâts dans la société française".

Ça, c'est une question plus générale. C'est une question beaucoup plus générale, ce n'est pas lié à TF1. C'est vrai que les valeurs qui aujourd'hui sont mises en avant sont souvent des valeurs, si on peut dire, entre guillemets, « d'hyper violence, d'hyper argent, d'hyper fric », etc., qui existent aussi malheureusement dans la société mais qui tendent à être encouragées.

Bon ! Donc, si la gauche revient en 2012 il y aura un débat et des questions posées.

Oui ! Sûrement, sur la concentration... L'objectif c'est quoi ? C'est qu'on ait des médias puissants et libres, voilà.

Bon, TF1, chaîne délinquante ou non, a comme les autres médias, montré les cortèges imposants samedi contre la retraite à 62 ans, entre 900.000 et 3 millions de personnes, selon les comptages. Est-ce que cela suffit, L. Fabius, pour espérer une capitulation du Gouvernement ?

Je crois qu'il y a trois pistes maintenant. J'y réfléchissais en venant à France Inter.

C'est bien !

Oui, une fois n'est pas coutume ! Enfin, la réflexion, j'en parle. Il y a une première piste que, je crois, est une impasse et qui est celle dans laquelle s'engage le Gouvernement, qui est de dire : on ne change rien. Pourquoi c'est une impasse ? Parce que, comme je crois de plus en plus de gens commencent à le comprendre, de toutes les manières cette affaire n'est pas bouclée, pas du tout bouclée financièrement. D'ailleurs, vous avez eu un reportage, là, il y a quelques dizaines de minutes, sur votre antenne là-dessus. Si on retient les propositions du Gouvernement, il faut recommencer dans deux ans, dans trois ans, dans quatre ans.

Oui, mais, si on ne les retient pas, le financement est encore moins assuré, L. Fabius...

...attendez, alors ça c'est une impasse.

... puisque les bornes d'âge assurent à peu près deux tiers du financement de la réforme.

Mais non, pas du tout, pas du tout ! Vous avez sûrement pris connaissance du projet que nous nous avons élaboré, en concertation avec les syndicats, qui est très exigeant financièrement, qui apporte plus d'argent. Pourquoi est-ce qu'il apporte plus d'argent ? Parce qu'il répartit la charge entre les salariés d'une part, et les revenus du capital d'autre part.

Mais qui ne pérennise pas ce financement...

... bien sûr que si !

... puisqu'il est assuré sur la fiscalité et non pas sur le principe de la répartition.

Mais non, mais la fiscalité, pourquoi est-ce que vous voulez que ce ne soit pas assuré ? C'est aussi assuré que le prélèvement sur les salariés.

Ben...

Mais si !

Parce que les stock options ça va, ça vient

Non, mais les *stock options* c'est une toute petite partie du financement. L'essentiel du financement, là, c'est un certain prélèvement sur les banques, un certain prélèvement sur les revenus du capital, une reconstitution des fonds de réserve des retraites. Donc, je disais, il y a une impasse qui est ce qu'est en train de faire le gouvernement. Il y a deux solutions, à mon avis : ou bien, ce qui serait la bonne solution, c'est puisque visiblement ça coince et ça ne résout pas le problème, de remettre les éléments sur la table et puis de discuter avec les syndicats ; et si le Gouvernement ne veut pas faire ça maintenant, eh bien au moment de l'échéance présidentielle, en 2012, de toutes les manières il faudra reprendre le dossier puisque le dossier n'est pas bouclé. Alors, j'ajoute par rapport à ce que vous disiez, monsieur Cohen, parce que vraiment c'est tout à fait essentiel et ça n'est peut-être pas toujours compris ou perçu, nous, nous ne disons pas il ne faut pas réforme. Nous disons, il faut une réforme, et la réforme comportera un allongement de la durée des retraites. Simplement, nous ne voulons pas

que l'effort porte sur les plus modestes des salariés et sur les femmes, et nous voulons que l'effort soit réparti entre les salariés et les revenus du capital. Voilà la différence !

Je reviens sur votre première hypothèse : le statu quo. Vous avez trop d'expérience pour ignorer...

... Le statu quo de ?

Le statu quo du gouvernement, c'est-à-dire il ne bouge pas.

Oui ! Oui, oui.

Vous avez trop d'expérience, disais-je, pour ignorer l'enjeu politique de cette réforme. Si le pouvoir recule, c'en est fini en quelque sorte de la présidence Sarkozy, de son autorité et de sa capacité éventuelle à se représenter en 2012.

C'est une autre question, mais je crois qu'on ne déshonore jamais à reconnaître la réalité et la justice.

On ne se déshonore pas mais on se discrédite politiquement.

Oui mais la question est de savoir si on veut servir la France ou servir une éventuelle réélection.

F. Baroin, hier soir, sur RTL : "Le PS est irresponsable de promettre le retour de la retraite à 60 ans. On ne peut pas être un parti de gouvernement et revendiquer cela".

Oui, mais enfin ça, ça fait partie des phrases définitives qui durent au moins 24 heures. Non ! Encore une fois, nous ne disons pas : il ne faut rien toucher. Je suis le premier à dire et à avoir dit depuis longtemps qu'il fallait évidemment réformer les retraites. Mais, pour nous, les 60 ans c'est une espèce de bouclier social pour, et exclusivement pour toute une série de salariés qui ont commencé à travailler très très tôt, c'est ça. Ça ne veut pas dire que tout le monde prendra sa retraite à 60 ans, soyons clairs. Déjà, aujourd'hui, l'âge moyen de la retraite c'est 61,6 ans. Et nous disons aussi, vous l'avez noté, qu'il y aura une extension de la durée des cotisations. Nous le disons, bon ! Donc, ce n'est pas du tout d'un côté une position responsable qui serait celle du Gouvernement et de l'autre une position irresponsable qui serait la nôtre. C'est d'un côté une position injuste et non financée qui est celle du Gouvernement, et de l'autre une position équilibrée et réaliste qui est la nôtre.

C'est la position aujourd'hui de tous les leaders du Parti socialiste.

Oui.

A l'exception d'un seul.

Qui ça ?

D. Strauss-Kahn.

Oh non ! D. Strauss-Kahn, on ne peut pas faire parler de D. Strauss-Kahn, qui est tout à fait...

... ben non, on ne peut pas le faire parler, mais il est l'un des présidentiables possibles du Parti socialiste.

Bien sûr ! Mais on ne peut pas le faire parler dans un sens ou dans un autre. D. Strauss-Kahn - j'imagine c'est une transition élégante - lui, comme vous l'avez noté, il est directeur du Fonds monétaire international. S'il revient en France pour s'occuper activement de la politique française, il définira ses positions.

Mais vous l'imaginez pouvoir porter le thème du retour à la retraite à 60 ans dans le débat présidentiel ?

Mais, ce n'est pas le thème central, monsieur Cohen. Le thème central c'est : comment faire pour que les retraites soient financées durablement et d'une manière équitable ? Et Dominique, comme tous les autres responsables socialistes, est bien conscient de cela.

Mais, je vous cite D. Strauss-Kahn puisque vous avez répété depuis de longs mois que à vos yeux ils ne sont que trois à avoir la carrure pour prétendre à la fonction suprême, celle de président de la République : M. Aubry, D. Strauss-Kahn et vous-même.

Oh, moi, je me mets... non, non, parce que...

...alors, deux.

Je ne suis pas aussi arrogant que cela. Non, non, moi, je m'exclus toujours de la conversation. Et d'autre part je ne veux pas être désagréable pour d'autres leaders ou aspirants leaders.

Mais qui dans une primaire, ne feraient que de la figuration, si on suit votre raisonnement.

Non ! Non, non, non ! Je vois où vous voulez me conduire. Il y a d'un côté un système des primaires qui a été décidé et qui sera appliqué, c'est-à-dire qu'il peut y avoir une diversité de candidats ; de l'autre, moi, je fais partie de ceux, à mon avis très très nombreux, qui veulent gagner. Et je pense qu'il y a, et encore une fois en me mettant de côté, deux amis qui aujourd'hui sont en situation pour gagner, et qui sont D. Strauss-Kahn et M. Aubry. Et, il faut en plus, parce que ça c'est des grandes leçons qu'on tire de l'expérience, que nous soyons unis. Unis, ça ne veut pas dire qu'il n'y a pas de primaires, mais il faut qu'on ait l'unité des socialistes, l'unité de la gauche, et puis à la différence de ce qu'est en train de faire monsieur Sarkozy, la recherche de l'unité des Français, parce que gouverner par division ce n'est pas un bon gouvernement.

Et pour l'unité des socialistes, je rappelle que vous avez été le premier, je crois bien, à employer cette expression de primaires de confirmation, c'était en mars, six mois avant le tollé déclenché par C. Bartolone.

Je ne sais pas si j'ai employé cette...

Je l'ai vérifiée ce matin, il se trouve que c'était devant moi sur une autre antenne.

Voilà ! Mais vous voyez, je dois être... j'ai une autre manière de m'exprimer peut-être, ou

les propos que je tiens sont moins importants que d'autres, puisque la façon que j'ai eu de les tenir, il devait y avoir un contexte, n'a pas soulevé de problème.

Bon ! Mais peut-être...

Non, non, ce que je veux dire, monsieur Cohen, pour être très clair, c'est que d'un côté, bien évidemment, il faut qu'il y ait des primaires, on s'y est engagés, ça va donner une légitimité à notre candidate ou candidat ; et de l'autre, en même temps, il faut faire en sorte que l'on gagne. Pour que l'on gagne, il faut qu'il y ait unité, il faut qu'on sélectionne une personnalité qui puisse gagner, et voilà, c'est aussi simple que cela.